

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'investissement dans la santé en faveur de l'emploi et du développement économique, à New York le 20 septembre 2016.

J'aurais à cœur de saluer monsieur BAN-KI-MOON tant il s'est dévoué pendant dix ans pour la cause qui est la nôtre, c'est-à-dire le développement, la paix et les relations entre les nations qui forment l'ONU.

Je salue la directrice générale de l'OMS, le secrétaire général de l'OCDE, le directeur général de l'Organisation internationale du travail et toutes les personnalités qui sont ici, et bien sûr madame ZUMA qui a joué un grand rôle pour associer l'Afrique à ce projet.

Avec le président de la République Sud africaine, monsieur ZUMA, nous avons voulu lancer une réflexion sur ce que pouvait apporter l'investissement dans la santé, non pas simplement pour améliorer le bien-être, sauver des vies mais également pour créer de l'emploi et être capable de définir un modèle de développement.

Nous avons demandé que puisse être établi un rapport et que puisse être mis en corrélation l'effort en matière de santé, avec les conséquences en matière d'emploi et l'innovation.

Ce rapport vient de nous être communiqué. Il est le fruit d'un travail collaboratif qui a associé les experts de l'OMS, de l'OIT, de l'OCDE et qui a pu permettre à tous les gouvernements de pouvoir également apporter leur contribution. Je salue ici tous les chefs de gouvernement qui sont réunis dans cette salle.

Ce rapport est très encourageant car il nous démontre que l'investissement en matière de santé est sans doute le meilleur investissement qu'il soit possible de réaliser. Aussi bien pour les acteurs publics, les gouvernements, que pour les acteurs privés qui peuvent s'y associer.

Ce rapport n'est pas un point d'aboutissement, n'avons pas besoin simplement d'établir des rapports. Nous avons l'exigence d'utiliser ce rapport comme un point de départ et d'agir.

Si je veux à grands traits résumer ce que les experts nous ont communiqué, l'enjeu c'est 40 millions de nouveaux emplois qui peuvent être créés d'ici 2030 c'est à dire dans à peine 15 ans dans le secteur de la santé.

C'est aussi un cri d'alarme qui nous est lancé. Si rien n'est fait, s'il n'y a pas cet investissement en formation, en encadrement, le risque est qu'il nous manquera 18 millions de personnels pour faire face - notamment dans les pays à faible revenu - aux questions de santé, avec les risques que nous pouvons déjà appréhender, les grands fléaux sanitaires qui pourraient s'abattre sur le monde. Car nous sommes tous liés par les questions de santé. Ce qui se passe dans un pays a forcément des conséquences sur d'autres. On l'a vu avec Zika ou avec d'autres fléaux qui ont pu, à un moment, nous inquiéter. Quand on se souvient de ce qu'a été la crise Ebola, bien sûr que cela concernait plusieurs pays d'Afrique, mais les transports, les migrations, la mobilité mettaient en danger l'ensemble de la planète.

Je reviens aux conclusions du rapport. Il y a aussi un risque, même si nous faisons l'investissement, même si nous formons davantage, même si nous répondons aux besoins, qui est que là où les personnels sont attendus, là où ils sont peut-être même formés, il peut y avoir un danger, une menace de fuite des talents au détriment des pays les plus pauvres. Le risque de pénurie est donc majeur. avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le plan sanitaire.

preneurs des conséquences, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le plan sanitaire.

J'en arrive donc à ce que nous avons à faire. Quelles sont les exigences de l'action ?

Premièrement, nous devons former et former davantage notamment dans les pays à faibles revenus. Le premier investissement est la formation et le premier devoir est de former là où les besoins sont les plus importants.

Deuxième conclusion, nous devons avoir une conception large de ce que sont les personnels de santé. Bien sûr que ce sont les médecins, les infirmiers, les infirmières, mais ce sont aussi les travailleurs sociaux, les psychologues, ce sont les chercheurs qui peuvent nous permettre d'avoir une progression de la santé dans tous les domaines, et l'accès aux soins de base sur tous les territoires.

Troisième conclusion en termes d'action, nous devons attirer les professions de santé dans les pays et dans les territoires qui sont aujourd'hui en pénurie ou qui connaissent une fuite de leurs personnels qualifiés. Nous pourrions croire qu'il s'agit simplement des pays en développement ou des pays pauvres ou vulnérables. Non, cette vérité vaut aussi dans les pays développés où il y a des risques de pénurie, et nous savons que dans certains territoires, pas simplement ruraux mais également dans certains quartiers de nos villes, il n'y a pas ou il n'y a plus les personnels nécessaires.

Quatrième conclusion, nous devons utiliser les nouvelles technologies pour la formation. Ce qu'on appelle les MOOC ou la télémédecine, très importantes pour que nous puissions transmettre le savoir, la connaissance, les conclusions des recherches partout dans le monde grâce à ces nouvelles technologies.

Il nous faut aussi, une fois que nous avons pris conscience de ce que nous avons à faire, mobiliser des financements, tous les financements. Financements publics, le rôle des Etats, financements des institutions internationales et ici beaucoup sont concernés - et financements privés, notamment l'ensemble des industries de santé qui doivent également prendre conscience que le risque de pénurie peut atteindre leur performance.

Et puis, il y a les fonds que nous devons mobiliser et je rappelle, par exemple, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La France a toujours considéré qu'il était prioritaire de maintenir sa contribution à haut niveau : 360 millions d'euros par an. Nous sommes le deuxième contributeur et nous souhaitons non pas le rester - si d'autres veulent prendre notre place nous en serions très heureux - mais nous voulons que cet exemple puisse être donné à d'autres. C'est très important que nous puissions avoir cette garantie que les fonds vont rester à un niveau en rapport avec les risques et la menace qui n'a pas disparu.

Il y a également une volonté qui est celle de la France et aussi du président ZUMA, de faire baisser le prix des médicaments et notamment des médicaments innovants, car cela peut créer une inégalité considérable dans l'accès à la santé, dans les pays développés, dans les pays émergents et dans les pays pauvres. Si le prix des médicaments est inaccessible pour certaines thérapeutiques, alors nous pouvons penser qu'une partie de la population ne pourra pas faire connaître son droit à être soignée à l'égal des autres catégories de la population à l'échelle du monde. Quand dans un pays - même pauvre - il est connu qu'il y a un médicament qui peut sauver la vie d'un enfant ou la vie d'une personne, quel que soit son âge, et que dans ce pays où dans cette catégorie de la population, il faut renoncer c'est-à-dire accepter la mort, parce qu'il n'y a pas les moyens de pouvoir disposer du médicament, c'est un risque - je vous le dis - de révolte, de conflits et de confrontation à l'échelle du monde.

Je veux donc ici souligner combien il est très important que nous puissions, avec les industries pharmaceutiques, limiter l'inflation des coûts et permettre que nous maîtrisions un certain nombre de prix.

Je veux terminer en disant que l'OMS a un rôle crucial à jouer. Je veux féliciter sa directrice, dire combien son implication par rapport à un certain nombre de fléaux, son rôle qui nous a permis justement de pouvoir produire ce rapport et de faire qu'avec le président ZUMA nous puissions prendre cette initiative, d'agir pour le prix des médicaments. Jamais je ne rappellerai assez combien l'Organisation mondiale de la santé est une institution essentielle pour la stabilité et la sécurité du monde, pas simplement pour l'enjeu sanitaire. Voilà pourquoi d'ailleurs la France est

elle-même candidate pour que nous puissions trouver un digne successeur à Margaret CHAN. Je veux ici dire que c'est le respect à l'égard de cette institution qui justifie notre présence avec la fierté de pouvoir présenter, avec le président ZUMA, un rapport qui va à l'échelle de la planète nous mettre devant nos responsabilités.

Oui, l'investissement en matière de santé est indispensable au monde & oui l'investissement en matière de santé est créateur d'emplois & oui il peut susciter des innovations qui seront considérables, oui la recherche est un atout formidable pour l'espérance dans le monde & c'est pourquoi je veux dire combien ce rapport marque une étape essentielle pour le progrès de l'humanité.